



CHAPITRE 78

Loi modifiant la charte de la cité de Chicoutimi

[Sanctionnée le 7 mars 1951]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Chicoutimi a représenté, par sa pétition, qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 4 Édouard VII, chapitre 62, telle que modifiée par les lois 8 Édouard VII, chapitre 91, 20 George V, chapitre 118, et 13 George VI, chapitre 84, soit de nouveau modifiée, et,

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233,
a. 429, am.
pour la ci-
té.

Circula-
tion;

Enlève-
ment de
véhicules
station-
nés.

S.R.,
c. 233,
a. 429, am.
pour la
cité.

1. L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité de Chicoutimi, en ajoutant après le paragraphe 11°, les suivants:

"12° Pour interrompre la circulation dans les rues de la cité, lorsqu'on y exécute des travaux de voirie y compris l'enlèvement et le déblayement de la neige et dans tous cas d'urgence;

"13° Pour enlever, remorquer, tout véhicule stationné, qui nuirait aux travaux ou opérations et au besoin le touer ailleurs y compris à un garage, aux frais du propriétaire qui ne pourra en recouvrer possession que sur paiement des frais de touage et d'entreposage."

2. Le paragraphe 27°b de l'article 429 de la Loi des cités et villes est remplacé,

CHAPTER 78

An Act to amend the charter of the city of Chicoutimi

[Assented to, the 7th of March, 1951]

WHEREAS the city of Chicoutimi, by its petition, represented that it is in the interest of the proper administration of its affairs that its charter, the act 4 Edward VII, chapter 62, as amended by the acts 8 Edward VII, chapter 91, 20 George V, chapter 118 and 13 George VI, chapter 84, be again amended; and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the city of Chicoutimi, by adding after paragraph 11, the following paragraphs:

"12. To interrupt traffic in the streets of the city when public road works are being carried out, including the removal and clearing away of snow and in all cases of urgency;

"13. To remove and haul away any parked vehicle which hinders works or operations and if need be tow it elsewhere including to a garage, at the expense of the owner who may not acquire possession thereof except on payment of the costs of towing and storage."

2. Paragraph 27b of section 429 of the Cities and Towns Act is replaced, for the

R.S.,
c. 233,
a. 429, am.
for city.

pour la cité de Chicoutimi, par le paragraphe suivant :

Nombre
de taxis,
etc.

"27^b Pour limiter le nombre de taxis et pour obliger tout propriétaire de taxi à obtenir de la corporation un permis annuel n'excédant pas vingt-cinq dollars par taxi, et tout conducteur de taxi autre que le propriétaire de la voiture à obtenir de la corporation un permis annuel de un dollar."

S.R.,
c. 233,
a. 426, am.
pour la
cité.

3. L'article 426 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité de Chicoutimi, en ajoutant, après le paragraphe 1^o, le paragraphe suivant :

Règle-
ment mo-
difié.

"1^a La partie du règlement de zonage de la cité de Chicoutimi qui concerne spécialement la réglementation de la construction pourra être modifiée par la cité sans obligation de le soumettre aux votes des électeurs-propriétaires, sujet à l'approbation du ministre des affaires municipales;"

S.R.,
c. 233,
a. 429, am.
pour la
cité.

4. L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité de Chicoutimi, en ajoutant, après le paragraphe 31, les paragraphes suivants :

Station-
nement
d'auto-
bus.

"31^a Pour empêcher, nonobstant toute loi à ce contraire, les autobus, faisant un service interurbain, de stationner ou d'arrêter dans les limites de la cité ailleurs qu'à une gare d'autobus pour prendre ou laisser descendre des passagers, ou à d'autres endroits déterminés par le conseil de la cité, ou par le chef de police sur délégation de pouvoir du conseil à cet effet ;

Billet
d'assigna-
tion.

"31^b Dans le cas de contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique, l'agent de la paix constatant cette infraction peut remplir, sur les lieux mêmes où ladite infraction a été commise, un billet d'assignation indiquant la nature de l'infraction, et remettre au conducteur du véhicule une copie de ce billet et en apporter l'original au bureau du trésorier de la cité.

Paiement
pour évi-
ter plain-
te.

Toute personne en possession de cet avis peut éviter qu'une plainte soit faite contre elle en se présentant audit bureau et en payant une somme de deux dollars comme amende. Le paiement de ladite amende et le reçu qui lui est donné par le trésorier ou par la personne désignée par le conseil, libèrent ladite personne de

city of Chicoutimi, by the following paragraph :

"27^b. To limit the number of taxis and to oblige every taxi owner to obtain from the corporation an annual licence not exceeding twenty-five dollars for each taxi, and every taxi driver, other than the owner of the vehicle, to obtain from the corporation, an annual license of one dollar."

Number
of taxis,
etc.

3. Section 426 of the Cities and Towns Act is amended, for the city of Chicoutimi, by adding after paragraph 1, the following paragraph :

R.S.,
c. 233,
s. 426, am.
for city.

"1^a. The part of the zonage by-law of the city of Chicoutimi which especially concerns the regulation of building may be amended by the city without the obligation of submitting the same to the votes of the electors who are proprietors, subject to the approval of the Minister of Municipal Affairs;"

By-law
amended.

4. Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the city of Chicoutimi, by adding after paragraph 31, the following paragraphs :

R.S.,
c. 233,
s. 429, am.
for city.

"31^a. To prevent, notwithstanding any law to the contrary, autobuses giving an interurban service, from parking or stopping, to take or leave passengers, within the city limits, elsewhere than at an autobus terminal or at any other place fixed by the city council, or by the chief of police upon the power being delegated to him by the council for such purpose ;

Parking
of auto-
buses.

"31^b. In cases of violation of the municipal by-laws relating to traffic and public safety, the peace officer noticing such infraction may fill out, on the very spot where such infraction has been committed, a notice of summons stating the nature of the infraction, and deliver to the driver of the vehicle a copy of such notice and bring the original thereof to the office of the city treasurer.

Notice of
summons.

Any person in possession of such notice may avoid the lodging of a complaint against him, by presenting himself at the said office and by paying a sum of two dollars as fine. The payment of the said fine and the receipt therefor given to him by the treasurer or by the person designated by the Council shall free the said

Payment
to avoid
com-
plaint.

toute autre pénalité relativement à l'infraction par elle commise.

Plainte.

Si la personne en possession de cet avis refuse ou néglige de s'y conformer dans le délai qui y est mentionné, une plainte peut être portée contre elle, conformément à la loi, devant la cour de juridiction compétente. Les sommes déjà perçues par la cité, suivant le mode de perception des amendes, sont déclarées avoir été légalement perçues et la cité est autorisée à les retenir."

person from any other penalty in connection with the infraction committed by him.

If the person in possession of such notice refuses or fails to conform thereto within the delay therein mentioned, a complaint according to law may be lodged against him before the court of competent jurisdiction. The sums already collected by the city according to this mode of collection are declared to have been legally collected and the city is authorized to retain them."

Acquisition, etc. d'immeubles.

5. Nonobstant les dispositions du chapitre 220 des Statuts refondus de Québec, 1941, la cité pourra, sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec, acquérir, construire un ou des immeubles devant servir, en totalité ou en partie, à des fins municipales ou industrielles, dont le coût total ne devra pas dépasser trois cent mille dollars.

5. Notwithstanding the provisions of chapter 220 of the Revised Statutes of Québec, 1941, the city may, subject to the prior approval of the Quebec Municipal Commission, acquire, erect one or more immoveables to be used, wholly or in part, for municipal or industrial purposes, the total cost of which shall not exceed three hundred thousand dollars.

Vente, etc.

6. La cité est autorisée, avec l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec, à vendre ou à louer le ou lesdits immeubles, aux conditions qu'elle déterminera, pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût desdits immeubles pour la cité, et que le prix de location ne soit pas moindre que le montant représentant trois et demi pour cent d'intérêt par année, sur le coût de construction.

6. The city is authorized, with the prior approval of the Quebec Municipal Commission, to sell or rent the said immovable or immoveables, upon such conditions as it shall determine, provided that the selling price is not less than the cost of the said immoveables to the city, and that the rental price is not less than the amount representing three and one-half per cent interest per annum on the cost of construction.

Emprunt.

7. Pour les fins susdites, le conseil pourra emprunter une somme n'excédant pas trois cent mille dollars, par règlement approuvé par la Commission municipale de Québec et le ministre des affaires municipales, conformément aux prescriptions de la loi concernant les règlements, sauf la nécessité de soumettre ledit règlement à l'approbation des électeurs-propriétaires.

7. For the above purposes, the council may borrow a sum not exceeding three hundred thousand dollars, by by-law approved by the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs, in accordance with the provisions of the law respecting by-laws, saving the necessity of submitting such by-law to the approval of electors who are proprietors.

S.R., c. 233, s. 603a, aj. pour la cité.

8. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité de Chicoutimi, en ajoutant après l'article 603 le suivant:

8. The Cities and Towns Act is amended, for the city of Chicoutimi, by adding after section 603, the following:

Emprunt.

"603a. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, la cité peut, par règlement qui ne requiert pas d'autre formalité que l'approbation du ministre des affaires municipales et de la Commis-

"603a. Notwithstanding any general or special act to the contrary, the city may, by by-law requiring no other formality than the approval of the Minister of Municipal Affairs and of the Quebec

sion municipale de Québec, emprunter une somme n'excédant pas cent mille dollars pour travaux permanents urgents.

Résolu-
tion.

Les travaux nécessitant tel emprunt ne peuvent, cependant, être entrepris avant que la résolution du conseil les autorisant n'ait été approuvée par la Commission municipale de Québec."

Municipal Commission, borrow a sum not exceeding one hundred thousand dollars for urgent permanent works.

Nevertheless, the works requiring such loan may not be undertaken before the resolution of the council authorizing the same has been approved by the Quebec Municipal Commission."

Resolu-
tion.

Entrée en
vigueur.

9. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

9. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.